

Communiqué

Paris, le 21 février 2025

Le pass Culture amputé : scolaires et artistes renvoyés à leurs chères études

La loi de finance 2025 fraîchement votée ampute d'un coup de crayon la part collective du pass Culture de 22 millions d'euros pour 2024-2025. Elle a pour conséquence immédiate le report, voire l'ajournement sans préavis de nombreux projets portés par nos auteurs et autrices en milieu scolaire.

La part collective s'était pourtant imposée comme le volet phare du dispositif, offrant un outil déterminant pour les enseignants, au service de l'éducation artistique et culturelle. Dans un récent rapport publié le 14 février, la Cour des comptes qualifie pourtant d'« outil essentiel » la part collective du pass Culture. En plus de sa mission éducative, ce dispositif permet d'établir un lien irremplaçable entre les artistes-auteurs et les élèves. Ils et elles permettent à ces derniers d'élargir le champ des orientations possibles, de faire appel à leur imagination, les faire rêver, de se projeter dans l'avenir, autant de valeurs déterminantes pour ouvrir les esprits, les enrichir de promesses artistiques et professionnelles. C'est aussi, pour toutes les classes sociales, un formidable vecteur d'émancipation. Tout ça est remis en question, nous le déplorons.

Dans une période de disette budgétaire ayant des répercussions sans précédent sur les politiques culturelles, l'Etat devrait plus que jamais soutenir des dispositifs comme celui du pass Culture pour favoriser un maillage éducatif et culturel sur tout le territoire. Il y va de notre avenir commun.

Gageons que la nomination de la nouvelle présidente du pass Culture, Laurence Tison-Vuillaume, sera bénéfique et permettra de sortir rapidement d'une situation critique.